

Communistes

www.PCF.fr

Fabien Roussel : 72,06 %

Les communistes entrent en campagne (p. 4)



Vidéo

Fabien Roussel :
« Je suis candidat
à l'élection
présiden-
tielle »

La rentrée scolaire (p. 3)

Cela compte

Marine Braud, ancienne chargée de com chez Total, conseillère de Macron à la Présidence de la République et d'Élisabeth Borne alors cheffe du gouvernement, évoquait l'autre jour, dans les pages du journal *Le Monde* son expérience dans les coulisses de l'Élysée et de Matignon. On retiendra en particulier ces propos à la fin de l'interview : « On ne s'en rend pas toujours compte, mais aller manifester dans la rue, signer des pétitions, cela compte dans les ministères. Je l'ai souvent constaté en réunion interministérielle, ce sont des choses qui pèsent. » On s'en doutait bien un petit peu, remarquez, mais quand c'est la macronie elle-même qui le confesse, on apprécie cet encouragement, certainement involontaire, à se battre. ☺

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : €

« Donnez au PCF
les moyens d'intervenir »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Pour faire connaître vos initiatives, faites-le savoir par mail à Léna Mons < Imons@pcf.fr >



Du 11 au 13 septembre : Fête de l'Humanité, Le Plessis Pâté (91)

Bon de soutien de la Fête de l'Humanité 2026 à se procurer auprès d'un.e militant.e.



19 septembre, à partir de 11 h : La section d'Avion organise dans le cadre de la journée internationale pour la Paix un rassemblement boulevard de la Paix. Avion (62)

MOBILISATIONS DE LA RENTRÉE

9 septembre : Rassemblement intersyndical devant le ministère du Travail pour une revalorisation salariale immédiate de 10 %.

15 septembre : Appel national de la CGT Santé et Action sociale à la grève contre l'austérité budgétaire et la marchandisation. Rendez-vous locaux à préciser.

15 septembre : Journée nationale d'actions et de grève dans les industries électriques et gazières : défense du tarif agent, du contrat social des IEG et du service public.

19 septembre : Manifestation nationale contre la loi dite « permis de tuer » et pour la défense des droits et libertés.

19-26 septembre : Le Collectif national des marches pour la paix appelle à multiplier les mobilisations du 19 au 26 septembre, dans le cadre de la journée du 21 : marches, rassemblements, débats et initiatives locales.

26 septembre : Initiatives partout en France pour peser sur les arbitrages budgétaires, dans le cadre d'un large appel inter-organisations.

28 septembre : Journée internationale pour le droit à l'avortement. Les appels nationaux et les rendez-vous locaux 2026 restent à confirmer.

29 septembre : CGT, CFDT, UNSA, FSU, Solidaires, CFE-CGC et FA-FP appellent à la grève et aux manifestations pour les salaires, l'emploi et les services publics.

29 septembre : Manifestation nationale à Paris annoncée par l'intersyndicale des SDIS : moyens, effectifs, santé et financement durable. Modalités pratiques à venir.

20 octobre : Mobilisation de l'UCR-CGT lors du conseil d'administration de l'Agirc-Arrco pour la revalorisation des pensions et contre leur gel.

25 octobre : Manifestation populaire, festive et antifasciste à Orléans face au congrès du RN et au lancement de sa campagne présidentielle.

5 novembre : Mobilisation nationale de la Fédération CGT de la métallurgie, avec des rassemblements consacrés à l'industrie dans sept villes.

19 novembre : Grande manifestation nationale des retraités à Paris, à l'appel de l'UCR-CGT.

25 novembre : Journée pour combattre les violences faites aux femmes (mobilisations dès le samedi 21)

LES ÉVÉNEMENTS DE LA FONDATION GABRIEL-PÉRI

Fête de l'Humanité 2026 - Retrouvez la Fondation durant les 3 jours dans son stand au Village du Livre mais également lors des débats qu'elle organise : L'Europe sous tutelle ? Vassalité et résistances dans l'Union européenne vis-à-vis des USA / **Le 11 septembre** à 13h30 à l'Agora. Avec Charlotte Balavoine, Nabil Boukili et Despina Sinou, autour de l'ouvrage *Les États-Unis : une domination en question* (éd. de la Fondation Gabriel-Péri, 2026).

La place des femmes est dans la révolution ! Rôle des femmes dans les mouvements d'émancipation d'hier et aujourd'hui / **Le 11 septembre** à 15h30 au Village du monde. Avec Katia Aruca Chaple, Charlotte Balavoine et Carolina Tejada.

Face à la privatisation de l'enseignement supérieur / **Le 12.9** à 10h30 au Studio du Village du livre. Avec Nicolas Tardits et Stéphane Bonnery autour du n°427 de *La Pensée*.

La vie est à nous ! Une histoire du Front populaire (1934-1938) / **Le 12.9** à 17h au Village du livre. Avec Louise Bur-Palmieri, Guillaume Roubaud-Quashie et Jean Vigreux. Les conquêtes sociales : un jeu pour (re)découvrir l'histoire des luttes / **Le 12.9** à 18h au Village du livre. Avec Luc De Bois, David Chaurand, Louise Gaxie et Matilde Larrère.

18 septembre / 14h - 1re séance des Ateliers d'histoire du communisme : Autour de Henri Krasucki IHS CGT, 263 rue de Paris 93100 Montreuil Inscription en présentiel : <https://gabrielperi.fr/rendez-vous/autour-du-temoignage-de-henri-krasucki-nous-voulions-vivre-mais-pas-a-nimporde-quel-prix/> Inscription en visioconférence : <https://us02web.zoom.us/webinar/register/>

9 octobre 9h/18h30 : Colloque 80 ans du Préambule de 1946 : Imaginons des droits sociaux émancipateurs ! Colloque organisé sous le haut patronage de Stéphane Peu, député, avec le soutien scientifique du projet IUF Démosphère, le laboratoire IODE (UMR CNRS 6262 / Université de Rennes) et le Collectif de l'Unité du Droit Inscription obligatoire (jusqu'au 02/10) : <https://preambule1946.sciencesconf.org/registration?lang=fr> Programme : <https://gabrielperi.fr/initiatives/colloque-80-ans-du-preambule-de-1946-imaginons-des-droits-sociaux-émancipateurs/>

Un projet communiste pour l'école de demain

La rentrée scolaire, dernière du quinquennat Macron 2, se déroule dans un contexte de crises multiples aggravées par un gouvernement qui poursuit sa politique de baisse de la dépense publique en matière d'éducation.

La canicule a, une nouvelle fois, mis en évidence l'adaptation des locaux scolaires face au changement climatique. Si des travaux sont ponctuellement engagés, ils ne peuvent faire face à l'ampleur de la situation qui demanderait un plan national ambitieux et déterminé. D'autant que perdurent des états de vétusté des bâtiments qui contraignent élèves et personnels à travailler dans des conditions indignes et insalubres. Mais le gouvernement Lecornu décide de baisser de 40 millions le fonds d'aide à l'adaptation des locaux scolaires au réchauffement climatique.

À l'instar d'autres ministères, l'Éducation nationale a été victime d'une cyber-attaque durant l'été. Ce sont des milliers de dossiers scolaires d'élèves, d'informations sur les personnels qui ont été dérobés. Dans plusieurs académies les outils informatiques de gestion administrative des établissements étaient inutilisables. Face à cela, le silence du ministère est révélateur du peu d'investissements engagés pour la sécurisation informatique des outils et des informations confidentielles des agents et des élèves.

La baisse démographique est utilisée comme un argument imparable par le gouvernement pour justifier de la suppression de plus de 4 000 postes alors

que la baisse de la natalité ne concerne pas pour cette rentrée l'enseignement secondaire, collèges et lycées. Et ce serait oublier un peu vite que durant le boom des années 2000, l'augmentation des effectifs n'a pas suivi la courbe démographique, et dès 2008 on a réduit les volumes horaires d'enseignement. D'abord dans le 1^{er} degré puis dans le secondaire, privant les élèves de France d'une année et demie d'heures de classe sur le temps de la scolarité obligatoire.

Parcoursup et MonMaster ont entraîné un nouvel été de stress et d'insatisfactions qui confirme l'incapacité actuelle de l'enseignement supérieur à rendre possibles tous les projets de poursuite d'études. Le tri social qui en résulte renforce les inégalités et signe le renoncement politique à une véritable démocratisation de l'accès aux études supérieures.

Enfin, la crise d'attractivité des métiers de l'Éducation se confirme. Les profs restent parmi les plus mal payés de l'Union européenne, la formation initiale au rabais, des conditions d'enseignement dégradées et la poursuite de la précarisation des personnels de l'Éducation en sont les causes, conjuguées à une offensive libérale et réactionnaire sur le sens de l'école, le rôle des enseignants, leurs missions.

Face à ces crises les enseignants se mobilisent au travers d'une journée d'action intersyndicale prévue le 29 septembre prochain. Dans de nombreuses communes, parents et enseignants se mobilisent contre



https://www.pcf.fr/lettre_de_fabien_rousseau_celles_et_ceux_qui_font_vivre_lecole

les fermetures de classe.

Fabien Roussel, au travers d'une lettre adressée aux enseignants, leur a apporté le soutien des communistes dans les luttes qui émergent en cette rentrée et porte une autre vision qui affirme la nécessité d'investir dans l'Éducation pour permettre une démocratisation réelle qui, à l'opposé des politiques de tri social, promeut l'accès aux savoirs et à la pensée critique pour toutes et tous. Il en va de l'émancipation intellectuelle, culturelle et sociale des citoyen-ne-s et des travailleur-euse-s et de la capacité de notre pays à répondre aux enjeux des évolutions climatiques, économiques et sociales.

C'est pourquoi le PCF propose un « projet communiste pour l'école de demain ». Il témoigne de la volonté, depuis le Plan Langevin Wallon, de penser l'avenir de l'école dans les perspectives d'une égalité réelle d'accès à des savoirs émancipateurs.✱

Sébastien Laborde

membre du Conseil national

Fabien Roussel désigné candidat à 72 % par les communistes

37 620 communistes à jour de leurs cotisations et ayant adhéré au PCF il y a plus de trois mois étaient appelés à se prononcer du 3 au 6 septembre sur la candidature de Fabien Roussel à l'élection présidentielle de 2027.

Ce vote interne est le résultat d'un grand processus démocratique engagé depuis plusieurs mois marqués par trois votes, du Conseil national et du 40e Congrès qui ont proposé une candidature communiste à l'élection présidentielle, et de la Conférence nationale qui a décidé de soumettre la candidature de Fabien Roussel aux adhérentes et adhérents.

24 112 des électrices et électeurs inscrit-es ont voté, soit 64,09 % des inscrit-es, ce qui constitue une forte participation. Il y a eu 150 bulletins blancs ou nuls, et 23 962 suffrages exprimés.

Trois possibilités de vote étaient soumises aux communistes, pour, contre et abstention. 17 267 ont voté pour (72,06 %), 5 271 ont voté contre (22,00 %), 1 424 se sont abstenus (5,94 %).

En application de ses statuts, le PCF propose donc la candidature de Fabien Roussel à l'élection présidentielle de 2027.

Avec la candidature de Fabien Roussel, les communistes entendent porter un projet pour la France répondant aux attentes du monde du

travail et de la création, le construire avec les travailleuses et travailleurs, pour renforcer la gauche et la rendre majoritaire, contribuant ainsi à battre la droite et l'extrême droite à la présidentielle et aux élections législatives.

Tous les communistes sont maintenant invités à s'engager et à participer à cette campagne, à créer des comités de campagne, à s'organiser partout, dans les villes, les villages, les entreprises pour faire gagner notre projet et notre ambition pour la République.

Rassemblons-nous, mobilisons toutes les intelligences, dans notre parti et bien au-delà, pour permettre au plus grand nombre de nos concitoyennes et concitoyens de participer à cette campagne.

Nous donnons rendez-vous à nos concitoyennes et concitoyens à la Fête de l'Humanité pour trois jours de débats et de concerts qui seront marqués par un premier meeting de notre candidat Fabien Roussel samedi 12 septembre à 17h40 sur la grande scène. ✪

Paris, le 6 septembre 2026

**La commission
nationale du vote,
Parti communiste français.**



<https://www.fabienroussel2027.fr/>

Une ambition de politique publique cohérente

Vous l'avez sans doute remarqué : après la pause estivale, la mobilisation pour une loi intégrale contre les violences sexistes et sexuelles a repris ce lundi. Devant le ministère de la Justice, les tribunaux, sur les places publiques, des femmes et des hommes — pas encore assez nombreux — se rassemblent partout en France pour porter une même exigence : il est temps que les choses changent, enfin. Cette mobilisation est d'autant plus importante que le texte doit désormais entrer dans le débat parlementaire.

La loi intégrale n'est pas une loi de circonstance. C'est une réponse globale à un phénomène systémique. Elle entend agir sur tout le parcours : prévenir les violences, mieux protéger les victimes, former les professionnel·les, donner à la justice les moyens d'enquêter et de juger, accompagner les victimes, réparer, prévenir la récidive.

Parmi les mesures portées figurent notamment un investissement massif de l'État avec une demande de 2,6 milliards d'euros, une véritable politique de prévention et d'éducation à la vie affective et sexuelle, une justice spécialisée et mieux formée, une protection renforcée des enfants et la prise en charge des conséquences psychotraumatiques des violences.

La coalition féministe et enfantiste porte ainsi une ambition de politique publique cohérente et glo-

bale, là où nous avons trop longtemps répondu par des dispositifs dispersés et insuffisamment financés.

Mais cette ambition se heurte encore à une réalité : celle d'institutions qui manquent de moyens pour protéger réellement les victimes. C'est le cas de la justice, mais aussi du service public de l'éducation et de la protection de l'enfance, qui jouent pourtant un rôle essentiel dans la prévention, le repérage et la prise en charge des violences. Nous ne pouvons plus nous satisfaire d'associations qui accompagnent les victimes avec des financements insuffisants, ni d'institutions qui peinent encore trop souvent à entendre leur parole et à les protéger.

Au 4 septembre 2026, on dénombrait 93 féminicides, soit un décès tous les deux jours. Derrière ce chiffre, ce sont des vies brisées : celles de ces femmes, mais aussi celles de leurs familles, de leurs enfants, de toutes celles et ceux qui les aimaient. Nous devons aussi regarder en face qui sont les auteurs de ces violences, des hommes, dans leur immense majorité, et ce qui rend ces violences possibles. Collectivement, nous avons encore à déconstruire les représentations et les rapports sociaux qui apprennent aux garçons et aux filles, aux hommes et aux femmes, des rôles inégalitaires. C'est ce terreau qui banalise la misogynie ordinaire,



légitime parfois la domination et favorise la diffusion des discours masculinistes dans notre société. Ceux-ci participent plus largement à la progression de forces réactionnaires qui contestent les droits des femmes et, à travers eux, les fondements mêmes de l'égalité et de la démocratie.



Ce n'est pas un hasard si les réactionnaires appuient les mouvements masculinistes : ces derniers constituent les troupes avancées d'une contre-révolution qui entend remettre en cause les avancées féministes, avant de s'en prendre plus largement à tous les autres fondements démocratiques de notre société.

La France se place à ce titre sur un triste podium : elle est le deuxième pays d'Europe en matière de sources de financement anti-genre, juste derrière la Hongrie. Alors, face à la structuration de ces mouvements, nous devons agir, et agir urgemment. L'histoire nous enseigne que les forces réactionnaires cherchent souvent à faire reculer en premier lieu les conquêtes féministes. Ce qui s'est passé à la Tour Eiffel nous rappelle que ce combat est toujours d'actualité : lorsque le symbole de Paris, de la France et de ses valeurs invisibilise ses salariées et les remplace par des hommes pour se plier aux exigences misogyne d'une délégation religieuse étrangère réactionnaire, il ne s'agit pas d'un simple incident, mais d'un signal inquiétant qui doit nous alerter.

Alors, défendre les droits des femmes, c'est donc défendre bien davantage que le droit de plus de la moitié de la population à l'égalité. C'est défendre le droit à l'émancipation de celles qui font fonctionner le monde, trop souvent dans l'ombre, trop souvent précarisées, trop souvent méprisées. Défendre les droits des femmes, c'est défendre l'idée même d'une société démocratique fondée sur l'égalité et la dignité de toutes et tous.

Défendre les droits des enfants, vulnérables par essence face aux violences des adultes, c'est reconnaître que nous ne parvenons pas encore suffisamment à les protéger des agresseurs : qu'ils en soient les victimes directes, qu'ils deviennent leur souffre-douleur, qu'ils soient victimes de violences destinées à atteindre davantage encore leur mère, ou qu'ils soient les témoins de violences qui les traumatiseront parfois toute leur vie. C'est, là aussi, un combat d'égalité et de dignité.

Parce que les violences sexistes et sexuelles trouvent leurs racines dans les mêmes systèmes le patriarcat et le capitalisme, la loi intégrale est un combat féministe et enfantiste. Et c'est aussi un combat de justice sociale.

La loi intégrale est, à ce titre, un combat féministe, un combat enfantiste. Mais c'est aussi un combat républicain, social et profondément humaniste. Celui d'une société qui cesse de demander aux victimes de s'adapter à ses insuffisances et qui choisit enfin de prévenir les violences, de protéger celles et ceux qui les subissent et de faire répondre les auteurs de leurs actes.

La loi intégrale n'est donc pas et ne doit pas être une nouvelle loi répressive parmi les autres. Elle

propose autre chose : une politique publique globale, coordonnée et durable, qui s'attaque aux causes comme aux conséquences des violences. Changer de paradigme, c'est précisément cela : ne plus attendre que les violences aient eu lieu pour agir, ne plus fermer les yeux jusqu'à ce que l'insupportable arrive. C'est décider collectivement de prévenir les violences, de protéger les victimes et de réparer ce qui peut l'être.

C'est faire de la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants une véritable politique d'émancipation de la personne humaine.★

Barbara Gomes

membre du Conseil national



Stand national des communistes

Place du Colonel-Fabien

Vendredi 11 septembre : Vivre en paix

16h30 : Inauguration du stand et temps de solidarité internationale avec le peuple palestinien,

en présence de Stéphane Bonnéry et Vincent Boulet (PCF) et des représentants de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP).

18h00 : Soirée de solidarité internationale avec le peuple cubain,

avec André Chassaigne, député honoraire, Charlotte Balavoine (PCF), Marydé Fernández López, députée, et Katia Aruca Chaple pour le département des relations internationales, membres du Comité central du PCC, et un-e représentant-e de l'ambassade de Cuba.

20h00 : Moment convivial d'accueil des militantes et militants venus de toute la France et grand karaoké avec DJ Naemars.

Samedi 12 septembre : Vivre mieux, vivre bien

11h30 : Débat « Santé : De la lutte contre le cancer du sein à l'accès aux soins pour toutes et tous »,
avec Barbara Filhol, secrétaire générale de la CGT Santé, Anthony Gonçalves, oncologue, Pr. Fabrice André, directeur de la recherche à Gustave-

Roussy, et Yannick Monnet, député PCF de l'Allier.

14h30 : Débat « Industrie : Prenons le pouvoir sur la production du pays ! »,

avec Éric Sellini, coordinateur CGT du groupe TotalEnergies, Fabrice Coudour, secrétaire général de la FNME-CGT, David Blaise, secrétaire général de la FTM-CGT, et Édouard Bénard, député PCF de Seine-Maritime.

16h00 : Débat « Égalité : Pour une loi intégrale féministe et enfantiste »,

avec Édouard Durand, magistrat, ancien co-président de la CIIVISE, Anne-Cécile Mailfert, présidente de la Fondation des femmes, et Véronique Sanchez-Voir (PCF).

17h40 : Tout le public de la Fête est invité au meeting de Fabien Roussel depuis la grande scène Angela Davis

Dimanche 13 septembre : Vivre demain

11h00 : Débat « Faire gagner le sport populaire »,

avec Lilian Thuram, Bastien Bonnargent (MJCF), Marie-George Buffet, ancienne ministre des Sports.



12h30 : Accueil des nouvelles adhérentes et des nouveaux adhérents du PCF et échange sur l'engagement politique,

avec, pour le Comité exécutif national du PCF, Igor Zamichiei, Sophie Delfino et Fanny Chartier.

14h00 : Débat « IA : progrès ou domination ? »,

avec Agathe Le Berder pour la CGT Ugict, Laurent Simon, chercheur, responsable de la chaire IA Digne de Confiance, Sébastien Elka (PCF), et Alexandre Basquin, sénateur du Nord. 🇫🇷

Lilian Thuram au stand national

Faire gagner le sport populaire

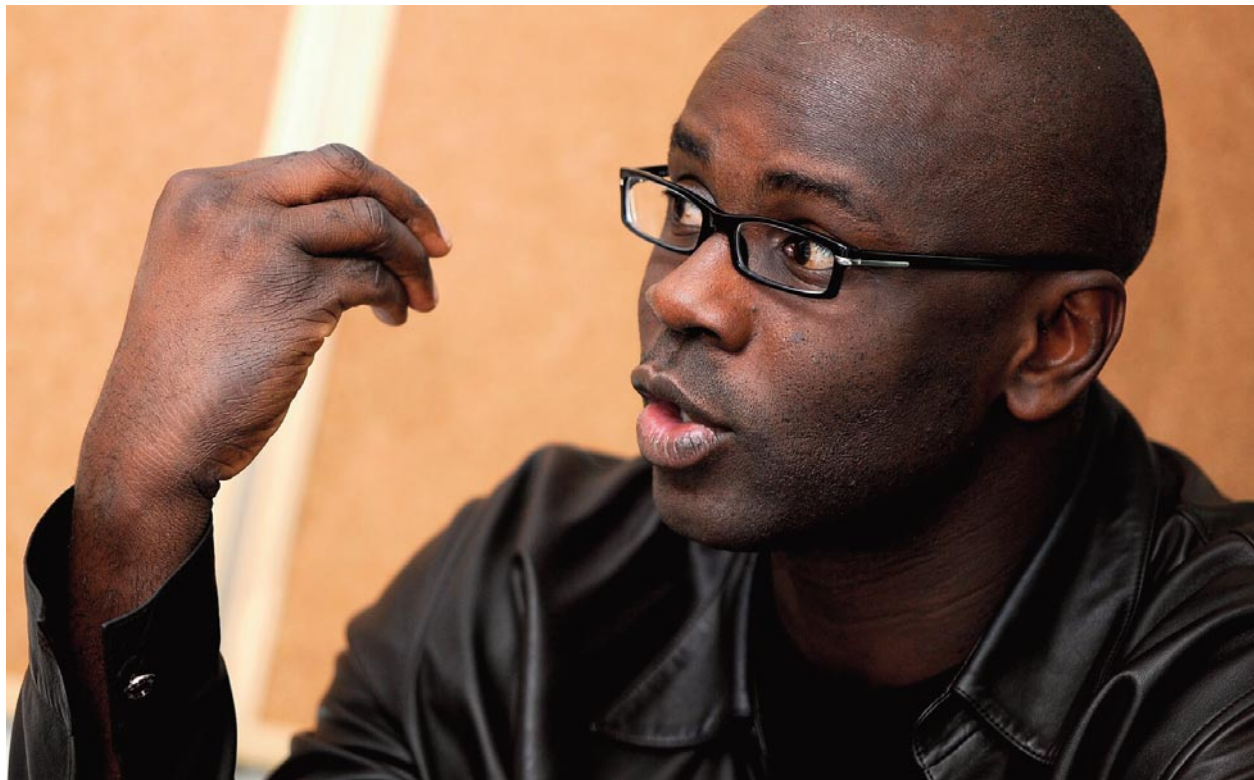
Il est des noms qui suscitent une association d'idées automatique. Dites Ravel, et vous pensez Boléro. Dites Thuram, et on sourit : 1998.

Parler de Lilian Thuram, c'est en effet se souvenir de ce 8 juillet 1998 au stade de France. Devant 80 000 spectateurs, la France est opposée à la Croatie, en demi-finale de Coupe du monde. Elle est menée 1-0 quand deux buts vont permettre la qualification de la France en finale. Et tous deux sont marqués par Lilian Thuram, à la 47e puis à la 70e minute du jeu. On connaît la suite.

Lilian Thuram, c'est aussi 142 rencontres avec l'équipe de

France, un record ; il a participé à trois coupes du monde, quatre championnats d'Europe (celui de 2000 est gagné). Et il a fait l'essentiel de sa carrière en Italie pour la terminer au FC Barcelone.

Mais de même que le Boléro ne résume pas Ravel, 1998 (et le ballon rond) ne dit pas tout de Lilian Thuram. Le citoyen Thuram est pareillement fameux. Son engagement contre le racisme, les discrimina-



tions est bien connu. Sur ce terrain, sa devise est « ne rien laisser passer ». Ce militant pour l'égalité a d'ailleurs créé en 2008 la Fondation Lilian Thuram, dont le mot d'ordre est « Éducation contre le racisme ».

Sur son site (qui vaut le déplacement), on peut lire : « On ne naît pas raciste, on le devient. Cette vérité est la pierre angulaire de la Fondation Éducation

contre le racisme. Les phénomènes racistes contemporains peuvent être dépassés si nous admettons que l'Histoire nous a conditionnés, de génération en génération, à nous voir d'abord comme des Noirs, des Blancs, des Maghrébins, des Asiatiques. Nos différences deviennent des inégalités générées par des mécanismes de domination qu'il est nécessaire de déconstruire. »

Lilian Thuram est par ailleurs auteur de plusieurs essais dont « Pour l'égalité » et il a été commissaire de l'exposition « Exhibitions. L'invention du sauvage » au musée du quai de Branly. Lors de la Fête de l'Humanité, il sera au stand

national des communistes, place du Colonel-Fabien, dimanche 13 septembre à 11 h pour le débat « Faire gagner le sport populaire » avec Bastien Bonnargent (MJCF) et Marie-George Buffet, ancienne ministre des Sports.

Roger Friset

1936 fut une année magnétique, l'année du Front populaire ! Notre hebdomadaire *Communistes* lui rend hommage en évoquant, chaque semaine de 2026, des événements survenus la semaine équivalente (ou presque) de 1936.

7/13 septembre 1936 (30) **Nuremberg**

Du 8 au 14 septembre se tient le congrès annuel du parti nazi à Nuremberg. Un rituel du fascisme allemand depuis 1933. Ce 8e congrès est appelé le congrès de l'Honneur, en référence à la militarisation de la Rhénanie (intervenue en mars). C'est l'occasion pour Goebbels de s'en prendre à l'URSS (« La Russie soviétique, c'est la dictature de la juiverie ») et à la France (« La France est plus ou moins aux ordres de Moscou »). C'est surtout la confirmation de la remilitarisation du Reich (et de la préparation de la guerre). « L'Allemagne du IIIe Empire, écrit Gabriel Péri (le 9), a réussi à provoquer en Europe un état d'insécurité tel qu'il faut remonter au mois de juillet 1914 pour en trouver l'équivalent. »

Au même moment se termine à Bruxelles les Assises mondiales de la paix (une préfiguration du futur mouvement de la paix ?).

En France, le mouvement social reste vivace. Dans le textile notamment. Éclipsées dans l'actualité par le drame espagnol, les grèves et manifestations (contre la vie chère) demeurent puissantes. La bataille pour le respect des conventions collectives est forte. Côté culture, la question des droits d'auteur est à l'ordre du jour.

Mais le débat politique le plus vif tourne toujours autour de la position française face à la crise espagnole. L'Espagne est de fait l'objet d'un blocus. Léon Blum vient de répéter que la France, au nom du



principe de neutralité, ne commercera pas avec l'Espagne. Alors que l'Allemagne nazie, l'Italie de Mussolini (sans parler du Portugal fasciste) arment Franco, ce positionnement est vivement contesté par les communistes, par les syndicats. Un reportage d'Irun confirme que si la ville est tombée aux mains des fascistes, c'est parce que « les vaillants miliciens (étaient) sans fusils, sans mitrailleuse et sans cartouches ». Une correspondance des Basses-Pyrénées assure même que le préfet aurait fait déboulonner les rails à Hendaye pour empêcher tout passage de trains pouvant aider les Républicains.

Dans le débat public, personne ne semble demander à la France d'intervenir militairement en

Espagne (avec le risque de guerre mondiale) mais d'en finir avec un blocus injuste, de livrer des armes à Madrid, de commercer avec le voisin. La CGT demande au gouvernement de Front populaire de « reconsidérer sa politique de neutralité », une formule qui sera reprise par le quotidien communiste durant la semaine. Des pétitions se multiplient demandant la « levée de l'embargo ».

Ce débat traverse tout le mouvement ouvrier européen ; c'est le cas au congrès des syndicats britanniques (qui vient par ailleurs de décider de s'opposer à l'affiliation du parti communiste).

Le 8 septembre on annonce que Jacques Duclos a rencontré à Madrid Largo Caballero, président du conseil espagnol. Alors qu'André Marty a pu visiter Irun, Barcelone, Madrid. 🇪🇸

Gérard Streiff



Le temps que la jeunesse perd à attendre

En cette rentrée 2026, ils sont 126 652 candidats à s'être retrouvés sans aucune proposition à l'issue de la phase principale de Parcoursup, le 11 juillet. Un chiffre qui donne le vertige. La phase complémentaire, qui se poursuit jusqu'au 10 septembre, n'avait permis à guère plus de 83 000 candidats de décrocher une place l'an dernier. De nombreux jeunes quittent leur cursus après la rentrée.

À quelques jours de la rentrée, les jeunes arrivent la boule au ventre, avec le devoir de choisir leur vie dans l'urgence.

Cette angoisse n'est pas anecdotique. 86 % des jeunes se déclarent inquiets lorsqu'ils pensent à leurs choix d'orientation. Comment pourrait-il en être autrement ? Les jeunes sont de plus en plus exposés à la précarité. Au deuxième trimestre 2026, le chômage atteint 21,6 % chez les 15-24 ans, contre 8,3 % pour l'ensemble de la population active.

Autrement dit, on demande aux jeunes de bien choisir leur orientation sans perspectives d'emploi pour les accueillir.

Une course à l'orientation sans ligne d'arrivée

Face à cela, le gouvernement ressort toujours la même carte.

En 2026, l'exécutif a reconduit les aides aux employeurs qui recrutent des apprentis, principal levier d'attractivité de la filière. Sauf qu'un jeune n'a pas son avenir assuré simplement parce qu'on lui a trouvé une place en apprentissage. Encore faut-il que la formation lui corresponde et qu'un statut juste le protège, lui permettant de se former effica-



cement et en sécurité.

Une génération qui commence en retard

Derrière les 126 652 candidats de Parcoursup, il y a des jeunes qui attendent, qui doutent, qui actualisent leur dossier en boucle. Des jeunes désorientés. Derrière les 21,6 % de chômage, une génération commence sa vie professionnelle en retard.

Tout ce temps qu'elle passe à attendre, notre génération ne le consacre pas à l'urgence écologique, à la sécurité de son parcours de vie, à son émancipation. Les gouvernements, qu'ils soient libéraux, sociaux-démocrates ou réactionnaires, ont prouvé leur incompétence et ne savent pas planifier.

Parce qu'à force d'accompagner les jeunes dans



Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin

l'urgence, on finit par construire une société en retard. Ce n'est pas une fatalité ; c'est un choix de société. ✪

Nadja Couratte



2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e
COMITÉ DE RÉDACTION: Igor Zamichiei
(directeur), Léna Mons,
Kristina Nikolaishvili, Rachel Ramadour.
RÉDACTION: Gérard Streiff /

Mèl: communistes@pcf.fr

RELECTURE: Jacqueline Lamothe

MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE: Zouhair@NAKARA.info
(Tél.: 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

Le sommet de l'OCS à Bichkek

Quelle signification pour les recompositions internationales ?



Le sommet annuel de l'Organisation de Coopération de Shanghai se tenait les 31 août et 1^{er} septembre à Bichkek, capitale du Kirghizistan. Il a moins attiré l'attention que le sommet de Tianjin l'année dernière et c'est un tort. Ce sommet se place dans une série de grands événements internationaux qui vont émailler le mois de septembre : sommet des BRICS en Inde les 12 et 13 septembre, visite de Xi à Washington le 24 septembre, suites possibles du ballet russo-américano-ukrainien... Ce sommet de Bichkek est donc une étape importante. Il n'y a sans doute pas eu de grande décision spectaculaire. Mais il y a plusieurs raisons de s'y intéresser car il cristallise les évolutions internationales et le basculement du monde où des puissances non occidentales gèrent en toute souveraineté leurs propres affaires et où s'impose le multilatéralisme des relations internationales.

- Le sommet annuel de l'OCS s'affirme d'année en année comme un rendez-vous important des puissances internationales ou régionales « non occidentales » du monde eurasiatique. La participation du secrétaire général de l'ONU, Guterres, le démontre. L'OCS regroupe aujourd'hui 10 États du continent eurasiatique. Elle représente aujourd'hui 42 % de la population du globe, et environ 25 % du PIB mondial (avec une représentation très majoritaire de la Chine). Il n'y a pas eu de nouveaux mem-



bres intégrés cette année mais un nouvel État partenaire, le Laos. C'est un regroupement permettant une conjonction d'intérêts sur des projets précis, ainsi qu'un échange de vues des principaux États « non occidentaux » de la région sans participation des États occidentaux. C'est donc un des partenariats stratégiques qui cristallisent et qui accélèrent le basculement du monde et les nouveaux rapports

de forces internationales. Le sommet trouve ainsi sa place dans une évolution de fond.

- La déclaration finale réaffirme la place de la charte des Nations unies. Elle appelle à poursuivre la construction d'un « ordre du monde multipolaire » (sans que l'OCS d'ailleurs ne prétende constituer un « pôle ») et à mettre en œuvre la réforme de la

« gouvernance économique mondiale », notamment du FMI. Elle exclut « les approches de bloc ». La « lutte contre le terrorisme » y occupe une place importante, ce qui est aux racines de l'organisation. La Banque de développement de l'OCS, créée l'année dernière, est appelée à se développer. Reste à savoir ensuite si l'ensemble des États membres de l'OCS poursuivent des politiques en conformité avec une déclaration dont les principes sont louables.

– Le sommet se situe au Kirghizistan du fait de la présidence tournante de l'OCS. Cela permet de souligner le rôle et l'importance des États d'Asie centrale dans les processus de recompositions internationales. Ce serait une erreur de ne les considérer uniquement sous le prisme de batailles d'influence extérieures comme au temps du « grand jeu » impérialiste du 19^e siècle. L'importance nouvelle, dans les leviers de l'impérialisme contemporain, des réseaux de commerce et de ressources, ainsi que la demande en minerais critiques et en uranium, donne à la région un rôle stratégique nouveau. Les États qui la composent n'entendent pas tomber sous l'influence d'une puissance unique. Ils mènent donc une politique multilatérale. Leur développement capitaliste est rapide. Le Kirghizistan a vu son PIB multiplier par trois entre 2021 et 2025. Les recettes financières de l'État ont triplé. La voie ferrée Chine-Kirghizistan-Ouzbékistan contourne à la fois la Russie et l'Iran dans la route entre la Chine et la mer Caspienne puis l'Europe. L'influence des projets de la « Nouvelle route de la soie » est donc considérable. Mais les relations avec la Chine et la Russie n'empêchent pas ces États de renforcer leurs relations avec l'UE ou les USA. Par ailleurs, depuis 2018, des rencontres régulières entre les dirigeants des cinq États d'Asie centrale permettent de résoudre les querelles frontalières. Il s'agit d'un modèle souple de coopérations qui ne passe par aucune institution régionale supranationale. Mais tout cela relève d'un équilibre fragile hautement dépendant des tensions internationales que ces États ne

maîtrisent pas. Ce sont donc toutes les contradictions des recompositions internationales en cours qui se reflètent dans la position des États d'Asie centrale.

– Le sommet de l'OCS est un forum diplomatique, occasion de rencontres bilatérales. La Russie souhaitait démontrer à nouveau qu'elle n'est pas isolée au plan international, ce qui est vrai. Mais le président russe n'est pas reparti du sommet avec beaucoup d'éléments nouveaux, même si, contrairement à ce que dit une partie de la presse, il n'est pas « affaibli ». De la rencontre, courte, avec Erdogan, rien n'a fuité à part le communiqué officiel disant qu'elle n'a « portée strictement sur les sujets bilatéraux », ce qui exclut a priori que le sujet des corridors miniers et céréalières en mer Noire ait été évoqué. Lors de la rencontre Poutine-Modi, le premier ministre indien a tancé son homologue pour l'inciter à ouvrir des négociations de paix. Il s'agit sans doute là aussi d'une manifestation du multilatéralisme de New Delhi : maintenir des relations avec tout le monde, y compris avec les USA. Est-ce que cela ira plus loin qu'une manifestation de mauvaise humeur ? Les prochains mois le diront mais rien ne semble indiquer, à ce stade, un changement dans les relations économiques entre la Russie et l'Inde. Xi Jinping a, quant à lui, insisté sur le développement des « nouvelles routes de la soie », qui ne regroupent plus seulement un ensemble de hubs commerciaux mais un ensemble de programmes d'innovation pour l'intelligence artificielle ainsi que des programmes techniques et éducatifs. Nul doute que toutes ces questions seront approfondies lors du sommet des BRICS qui se tiendra à New Delhi la semaine prochaine. ☆

Vincent Boulet

membre du CEN en charge de la paix, de la défense et des relations internationales

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.

Je verse : € Ma remise d'impôt sera de 66% de ce montant

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »

2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

plein temps
Activité en direction des retraités-e
06.08.51.19.61
d.junker93420@gmail.com

N°85 septembre 2026

un communisme...

Le 40^e Congrès du PCF a constitué un formidable moment de construction collective. Avec « Un communisme de conquêtes », les communistes se sont donné une ambition à la hauteur de la période : ne pas seulement résister, mais renforcer le PCF et permettre au monde du travail de prendre le pouvoir sur les choix qui engagent sa vie et l'avenir du pays.

Politique de paix, travail libéré de la domination du capital, nouvelle République sociale et démocratique : c'est

la boussole doit maintenant vivre au contact des salariés, de la jeunesse et des retraités, pour ouvrir de nouvelles conquêtes. Face aux politiques et aux guerres impérialistes qui se poursuivent pour relancer l'accumulation du capital, nous sommes aux côtés de tous les peuples.

En France, les chiffres du chômage, 8,3% au second trimestre, les difficultés financières d'un nombre grandissant de ménages dont beaucoup ont dû se priver de vacances, montrent l'échec du pouvoir qui persiste malgré tout à vouloir faire payer les Français, par des coupes dans les politiques sociales.

Notre Plan « climat Empreinte 2050 »

On ne protégera ni le climat ni notre souveraineté en laissant les marchés décider de ce que nous produisons et des salaires qui doivent vivre. La bataille pour l'atténuation et l'adaptation au changement climatique que nous portons avec notre Plan « climat Empreinte 2050 » est essentielle.

Il faut planifier, investir, développer les services publics, reprendre le contrôle de l'énergie et donner aux travailleurs de nouveaux pouvoirs.

DANS CE NUMÉRO

- Sécurité sociale : faire autrement pages 2-3
- Des luttes pour la Paix, pour la satisfaction des revendications page 4

Du 3 au 6 septembre, le vote sur le choix de notre candidat Fabien Roussel à l'élection présidentielle doit connaître une participation massive. Plus nous serons nombreux à décider, plus notre parti entrera avec force dans cette campagne pour reconstruire une espérance populaire, battre l'extrême droite et la droite et rendre la gauche majoritaire.

Une rentrée mobilisée

La Fête de l'Humanité, du 11 au 13 septembre, sera le grand rendez-vous populaire, culturel et politique de la rentrée, marqué par le discours de Fabien Roussel samedi 12 septembre à 17h30.

Diffusions partout le bon de soutien à la Fête dans nos villes et nos villages : sur les marchés, dans les quartiers, aux portes des entreprises, auprès de nos proches.

Agissons aussi pour nourrir et amplifier les mobilisations qui interviendront dans les semaines qui viennent : de très nombreux rendez-vous sont d'ores et déjà annoncés.

Après ce 40^e congrès très motivant, il nous paraît important de développer toujours mieux et plus l'activité du PCF vers les retraités et personnes âgées.

Nous pensons qu'une réflexion et des expressions du PCF seront utiles très rapidement, concernant les retraites, l'économie, le projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS 2027) particulièrement.

Daniel Junker

de conquêtes